

Les lycéens s'engagent plus dans les associations qu'en politique

Alors que 87 % des lycéens n'ont pas ou peu confiance dans les partis politiques et 78 % dans le gouvernement, « les lycéens ne sont pas, pour autant, désintéressés par l'idée de s'engager dans la vie de la cité. » Ainsi 44 % d'entre eux sont engagés bénévolement dans des associations humanitaires et/ou de défense de l'environnement. Cet « avènement de l'engagement sociétal » est un des points à retenir de l'enquête nationale inédite menée par le Cnesco (Conseil national d'évaluation du système scolaire) sur l'engagement citoyen des élèves, concernant en l'occurrence ceux de Terminale. Cette étude, premier volet d'une enquête plus large à paraître l'an prochain, met également en lumière certains manquements de l'école sur cette thématique et appelle à la vigilance sur certains groupes d'élèves n'ayant pas du tout ou peu d'appétence pour s'investir civiquement : certains lycéens issus de milieux défavorisés et, de manière inattendue, les élèves présentant d'excellents résultats scolaires...

Enquête nationale inédite menée par le Cnesco
goo.gl/iAmESt

Les conseillers techniques sportifs vont-ils devenir des salariés associatifs ?

Fraîchement arrivée au ministère des Sports et prenant en main le chantier de la réforme de la gouvernance lancée par Laura Flessel, Roxana Maracineanu a tenté d'éteindre la controverse qui agite le milieu. Alors que la lettre de cadrage préparatoire au budget 2019 adressée à son ministère annonce l'application d'« un schéma d'emplois de moins de 1 600 ETP au cours de la période 2018-2022 », elle précise dans un entretien à L'Équipe qu'il ne s'agit pas de supprimer les postes de conseillers techniques sportifs mais de changer leur statut qui « ne sera plus forcément [celui de] fonctionnaire ». Elle explicite que « l'idée est de responsabiliser les associations et les fédérations en allant chercher des moyens et d'être des managers. »

goo.gl/pAG1Hh

Le triple défi des associations sportives

Le Conseil économique social et environnemental a rendu un avis sur l'accès du plus grand nombre à la pratique d'activités physiques et sportives. Après avoir analysé les freins à la pratique sportive et constaté d'importantes inégalités et différences d'accès, le CESE fait 19 préconisations. Parmi celles-ci, l'établissement d'un projet sportif de territoire au niveau de chaque



© iStockphoto/AdobeStock

intercommunalité et une meilleure reconnaissance de l'engagement des bénévoles qui accompagnent le développement de la pratique des activités physiques et sportives, notamment par une certification des compétences acquises dans le cadre de la formation tout au long de la vie. Il note que « les associations sportives ont à relever un triple défi pour pouvoir répondre à l'accès d'un public accru et plus diversifié aux pratiques physiques et sportives : trouver des financements pérennes [...]; s'adapter à la demande alors qu'émergent ou se renforcent des actrices et acteurs privés lucratifs [...]; renforcer et former leurs ressources humaines, bénévoles et/ou salariés, femmes ou hommes. »

goo.gl/TTPoBB

Les collectivités peinent aussi à compenser la baisse des contrats aidés

L'édition 2018 du baromètre RH des collectivités locales, mené par Randstad en partenariat avec Villes de France et l'Assemblée des communautés de France fait apparaître que si plus de deux collectivités territoriales sur cinq (43 %) estiment que le resserrement du dispositif des emplois aidés n'a eu qu'un impact limité, les 3 autres constatent des difficultés d'organisation persistantes. Dans le détail, près du quart d'entre elles (23 %) subit un impact significatif de fonctionnement. En revanche, une sur trois (34 %) estime être en passe de les surmonter. Les grandes villes et les communautés d'agglomération ont pu mobiliser des moyens et des solutions pour faire face. Les plus petites communes, du fait d'effectifs moins nombreux, sont déstabilisées et ont du mal à compenser ces emplois. Les politiques de l'enfance, avec un impact sur les services scolaires (37 %), les

activités périscolaires (32 %) et l'accueil dans les centres de loisirs (26 %), et l'entretien des espaces publics sont les plus touchés.

25 % des Français bénévoles dans une association

Un quart des Français s'investissent dans une association : c'est là une des nombreuses données de la 16^e édition de La France associative en mouvement publiée par Recherches & Solidarités. Si plus de personnes de moins de 50 ans sont bénévoles qu'en 2010, l'engagement baisse chez les aînés. L'investissement est multiforme : à l'implication régulière sur place s'ajoute des coups de main ponctuels, de l'aide à distance sur la comptabilité ou certains dossiers, la gestion des réseaux sociaux solidaires... Et la situation du bénévolat dans leur association soucie moins les dirigeants que l'an passé bien que des inquiétudes demeurent.

goo.gl/kPJz9v

On va faire de vous des stars !

Les associations sont formidables... mais elles ont du mal à le faire savoir. Associations mode d'emploi vous offre la possibilité de vous faire connaître. Envoyez-nous une vidéo d'une minute maximum (webcam ou smartphone) présentant votre association et ses activités.

Les meilleures seront sélectionnées et paraîtront sur notre site et notre page Facebook.

Contact : info@associationmodeemploi.fr